

À bâbord !
Revue sociale et politique

Exarcheia sur l'échiquier du pouvoir Grèce

Eftihia Mihelakis

Numéro 83, mars 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/94021ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue À bâbord !

ISSN

1710-209X (imprimé)

1710-2103 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Mihelakis, E. (2020). Exarcheia sur l'échiquier du pouvoir : grèce. *À bâbord !*, (83), 54–55.

GRÈCE

EXARCHEIA

SUR L'ÉCHIQUIER DU POUVOIR

Eftihia Mihelakis, professeure de langues classiques et modernes, Université de Brandon

Depuis l'arrivée au pouvoir du parti conservateur Néo Dimokratía en 2019, une virulente offensive se déchaîne pour expulser les anarchistes, les réfugié·e·s et les migrant·e·s des centres urbains. Emblème par excellence des mouvements anarchistes depuis l'Indépendance de la Grèce, le quartier athénien d'Exarcheia subit des transformations de premier ordre.

Le jeudi 8 août 2019, le Parlement grec a voté une « loi omnibus » qui comprend plusieurs mesures économiques, sociales, pénales et répressives. Le Parlement a accepté d'augmenter le nombre de passeports grecs, surnommés « visas d'or¹ », lesquels sont exclusivement accordés aux acheteurs étrangers de biens immobiliers d'une valeur de 250 000 euros et aux résidents de pays tiers qui investissent dans des actifs incorporels d'une valeur de 400 000 euros. À cela s'ajoute le redéploiement de DRASI, un corps de police de 1500 membres DELTA (police militarisée) en soutien à la police antiémeute (MAT), muni de drones, de motos, d'hélicoptères, de canons à eau, de gaz lacrymogène et de

grenades assourdissantes, qui patrouille constamment dans les zones autour du centre d'Athènes – et surtout à Exarcheia, entourée depuis l'été dernier de postes de contrôle. De plus, l'État a forcé l'expulsion des dizaines de squats occupés par les anarchistes, les réfugiés et les migrants, a procédé à l'affermissement des peines d'emprisonnement afin d'escamoter toute incitation à l'émeute et, enfin, a levé la loi de l'asile universitaire.

L'UNIVERSITÉ, ENTRE LIBERTÉ ET TYRANNIE

Depuis la fin de l'été, la police peut intervenir dans l'enceinte des universités sans l'autorisation du recteur ou de la rectrice.

Cela remet en cause l'un des principaux acquis issus de la révolte contre la dictature des colonels (1967-1974) qui avait notamment fait face à l'occupation de la Faculté de droit de l'Université polytechnique nationale par des étudiants en 1973 à Exarcheia. C'est dans ces lieux hautement symboliques qu'il y a 47 ans, des étudiants s'enferment et se barricadent pour mettre en place une radio clandestine qui génère un soulèvement généralisé. Des milliers de travailleuses et travailleurs, ouvrières et ouvriers, agricultrices et agriculteurs ainsi que des étudiant·e·s convergent vers le centre d'Athènes en dépit des charges violentes de la police. La manifestation du 16 novembre 1973 rassemble plus de



Titre du documentaire, sorti en 2015, *Je lutte donc je suis* de Yannis Youlountas, dans la rue Solomou, Exarcheia, Athènes. Photo : Pheréole (Creative Commons).

150 000 personnes, mais le lendemain, la dictature mobilise l'armée qui défonce l'entrée principale de la Polytechnique à l'aide d'un blindé. Deux étudiant·e·s sont écrasé·e·s et 24 personnes sont tuées. Ce soulèvement marque non seulement le début de la fin de la dictature, qui chute le 23 juillet 1974; ce dernier cristallise l'entrée de la Grèce dans une modernité supposément définie par la liberté, l'indépendance et la démocratie.

Le soulèvement de 1973, analogue à plusieurs égards à mai 68 en France ou à la grève étudiante québécoise de 1968-69, a ceci de particulier qu'il survient dans le lieu originel des premières manifestations estudiantines en Europe (la première datant de 1859). Dans un pays comme la Grèce, les étudiants aujourd'hui sont autant les héritiers que les acteurs d'un engagement politique dont la résistance est animée par le spectre du retour de l'histoire totalitaire. Depuis l'époque de cette première manifestation, leurs revendications et manifestations ont donc systématiquement joué le rôle de porte-drapeau du combat de résistance au capitalisme, au totalitarisme et au fascisme.

Tout porte à croire que cette résistance ne s'est pas encore essoufflée. Le 10 novembre 2019, la police grecque a envahi l'Université des sciences économiques et de commerce d'Athènes (l'ASOEE) et a expulsé un local occupé par des anarchistes. Mais des dizaines d'étudiant·e·s sont montés immédiatement aux barricades pour s'opposer à l'ordre du Conseil de l'université. Ce dernier, ayant suivi l'appel de la police et du maire d'Athènes, Kostas Bakoyannis (neveu du premier ministre), a imposé la fermeture de l'université pendant une semaine sous prétexte d'empêcher tout déferlement de l'ordre pendant la commémoration de l'anniversaire de la révolte du 17 novembre 1973. En colère, les étudiant·e·s décident de briser le blocus (le cadenas) pour pénétrer sur les lieux de l'université. La manifestation qui s'ensuit rassemble plusieurs milliers de personnes qui demandent, entre autres, l'abrogation de la loi abolissant l'asile universitaire. Les étudiant·e·s

sont attaqué·e·s par la police antiémeute à coups de matraque et de gaz lacrymogène.


POLITIQUES ET RÉSISTANCES DES SQUATS

Le gouvernement de Néa Dimokratía intensifie ses efforts de tous les côtés pour réprimer les mouvements anarchistes et pour écraser les espaces alternatifs organisés par ces derniers. Les espaces comptent trois centres à Exarcheia : K*VOX, le centre social anarchiste; Nosotros, le centre public antiautoritaire; et le Centre des immigrés, lesquels proposent tous des tactiques de résistance (manifestations systématiques, assemblées publiques, réseaux clandestins de communication), des spectacles et autres activités culturelles qui génèrent du revenu pour offrir des services sociaux (cours de langue grecque, soins de santé, etc.) autogérés et à l'extérieur du système étatique.

L'État systématise son offensive d'expulsion en visant les squats dans lesquels logent de nombreux migrant·e·s sans-papiers et réfugié·e·s pour qui ces lieux sont des alternatives plus humaines aux camps de détention gérés par l'État. Coup sur coup, presque tous les jours du mois de novembre sont marqués par des descentes et des raids. Le 2 novembre, le squat Vancouver, qui se trouve dans un bâtiment appartenant à l'ASOEE, est expulsé. Le même matin, certains membres de la MAT tentent de défoncer la porte de Notara, l'un des plus grands et derniers squats à Athènes. Les jours qui précèdent cet événement, l'on pouvait entendre des membres de la MAT proférer des menaces en utilisant le mot «Raus», en référence à «*Juden Raus*» («Les Juifs dehors»), une expression utilisée par les nazis. Une manifestation de 1000 personnes est alors appelée par l'assemblée ouverte des squats, des migrant·e·s et des solidaires, en réponse à ces actes. Banderoles, tracts, pochoirs, chansons en plusieurs langues envahissent Exarcheia, mais le 5 novembre 2019, le squat Palmares, à Larissa, est expulsé et 16 personnes auraient été arrêtées. Trois jours plus tard, le squat Libertatia à Thessalonique est réduit en cendres après avoir été incendié par des fascistes en 2018.

Au moins 4 personnes auraient été arrêtées. Le 12 novembre, la police a expulsé le squat Bouboulinas à Exarcheia.

Quelques jours plus tard, le ministère de la Protection des citoyens donne un préavis de 15 jours exigeant que tous les squats du pays se vident au risque qu'ils soient tous expulsés de force. Les médias publient une carte des lieux menacés même si, d'une part, la majorité de ces derniers sont logés dans des bâtiments appartenant à l'État et, d'autre part, les propriétaires de bâtiments non étatiques ne sont pas nécessairement en faveur de la mesure d'expulsion forcée. Les propriétaires solidaires à la cause anarchiste reçoivent néanmoins de la pression sous forme d'accusation de trafic de drogue ou de fabrication d'armes.

Avec l'expulsion d'une dizaine de squats, l'appréhension de centaines de migrant·e·s, le transfert de ces dernières et de ces derniers dans les camps surpeuplés et la mise en place de nouvelles mesures qui remettent en cause les acquis démocratiques lesquels ont été gagnés lors de la chute du régime des colonels (1967-1974), Exarcheia est redevenu aujourd'hui le bouc émissaire d'un régime autoritaire qui regroupe les lieux universitaires, l'urbanisme capitaliste, les investissements étrangers, le système carcéral et la force policière. En notre ère où le sens des quartiers et le sentiment d'appartenance de celles et de ceux qui les habitent sont largement pris à partie par l'arrivée massive des investissements étrangers, l'exode des populations vulnérables, puis la glorification du capitalisme sous forme de gentrification, l'on doit se demander jusqu'à quand et comment Exarcheia peut demeurer, pour des milliers de personnes, l'épicentre d'une guerre qui n'en finit plus de recommencer. 

1. «“Visas d'or”: plus de passeports grecs pour les investisseurs étrangers», ERT International, 1^{er} avril 2019. En ligne : int.ert.gr/visas-dor-plus-de-passeports-grecs-pour-les-investisseurs-etrangers.